



Voilà un article écrit moins d'un ans après l'accession au pouvoir de Paul Biya 30 ans après quand est il ? **Neuf mois après l'accession de M. Paul Biya à la présidence Le défi camerounais est triple : préserver, en dépit de sérieuses tensions internes apparues au cours des derniers mois, une stabilité politique réelle ; maintenir malgré une détérioration de la situation aux frontières du pays, particulièrement au Tchad, la paix avec l'ensemble des Etats africains ; conserver, en dépit d'une conjoncture économique internationale très défavorable, un rythme d'expansion qu'il n'est pas exagéré de qualifier d'"exceptionnel".**

Porté en novembre dernier à la présidence de la République du Cameroun, après la retraite volontaire du président Ahmadou Ahidjo, dont il était alors le principal collaborateur - et le premier ministre, - M. Paul Biya doit aujourd'hui faire face à la montée des périls sur trois fronts : au sein même de son propre parti, l'Union nationale camerounaise (U.N.C.) ; à la plupart des frontières du Cameroun, où se développe un grave climat d'insécurité qui risque de contaminer l'ensemble de l'Afrique centrale ; sur le plan de l'expansion économique et commerciale enfin, par suite des répercussions néfastes de la crise qui frappe les pays développés. Résolu à consolider le pouvoir qui lui a été transmis par son prédécesseur, le chef de l'Etat camerounais, conforté par la récente visite officielle dans son pays du président de la République française, dispose de sérieux atouts. Tout incite donc à penser que, malgré l'ampleur des difficultés actuelles, M. Paul Biya est en état de surmonter l'épreuve. Mais seul l'avenir - un avenir qui s'annonce proche - dira si le nouveau président camerounais a réellement répondu à l'immense espérance qui s'est levée parmi la plupart de ses compatriotes dès son accession à la magistrature suprême.

Par Philippe Decraene

BIEN que les changements politiques amorcés le 4 novembre 1983 par le départ volontaire de M. Ahmadou Ahidjo de la présidence de la République du Cameroun ne soient pas sans profondes analogies avec la retraite politique de M. Léopold Sedar Senghor, qui, en décembre 1980, annonça solennellement au peuple sénégalais qu'il renonçait à ses fonctions

présidentielles, l'évolution de la situation à Yaoundé se déroule d'ores et déjà selon un processus tout à fait différent de celui qui a eu Dakar comme cadre.

Certes, c'est en stricte conformité avec les dispositions constitutionnelles à la mise en place desquelles ils avaient eux-mêmes veillé que MM. Senghor et Ahidjo ont cédé la place, l'un après l'autre, à plus de deux années d'intervalle, à leurs premiers ministres respectifs, MM. Abdou Diouf et Paul Biya. Certes, ces derniers avaient travaillé au préalable pendant une longue période auprès de leurs prédécesseurs, dont on les présentait depuis longtemps, au moins officieusement, comme les "dauphins" désignés. Mais là s'arrête le parallèle.

Tandis que M. Senghor a rapidement renoncé à exercer toute forme d'action politique, tant au sein des structures étatiques qu'au sein du parti socialiste sénégalais, M. Ahidjo a manifesté publiquement sa décision de conserver la haute main sur l'Union nationale camerounaise (U.N.C.) et de continuer à prodiguer conseils et suggestions à son successeur. C'est ainsi qu'au moment de sa démission M. Ahidjo a conservé le poste de président de l'U.N.C., dont il avait néanmoins accordé délégation des pouvoirs à M. Biya, resté premier vice-président du parti unique camerounais. Bien plus, les deux premiers remaniements ministériels, et notamment celui du 12 avril dernier, ont été décidés à l'initiative de l'ancien chef de l'Etat, et les portefeuilles ont, à cette occasion, été attribués en fonction des vœux exprimés par M. Ahidjo lui-même.

Ni par formation ni par goût, M. Ahidjo n'est disposé à se tourner vers la littérature, les affaires ou toute autre forme d'activité. Seule l'intéresse la politique, grâce à laquelle il a accédé aux plus hautes responsabilités, et à laquelle il consacra la totalité de son temps pendant plus d'un quart de siècle. Cela explique que, dans un premier temps, M. Ahidjo se soit employé, dans ses déclarations comme dans ses actes, à consolider les assises personnelles de son successeur. En effet, au cours du premier trimestre de cette année, l'ancien chef de l'Etat multiplia les entretiens avec la presse, lui qui fut toujours très réservé - à de très rares exceptions près - à l'égard des journalistes camerounais et étrangers, insistant sur le fait que M. Biya devait faire l'objet d'un large soutien populaire. De même, M. Ahidjo porta partout la "bonne parole", invitant ses compatriotes à ne ménager aucun effort pour permettre à son successeur d'assurer la relève dans d'excellentes conditions.

Nul n'ignorait, même à cette époque, qu'une partie de l'entourage de M. Ahidjo n'admettait point son attitude de conciliation. Mais, déterminé à "jouer le jeu" avec son partenaire, qui était devenu son supérieur dans la hiérarchie politique, il brisa les résistances jusque dans les rangs de ses propres amis. C'est alors, par exemple, que fut destitué M. Moussa Yaya, ancien président de l'Assemblée nationale, qui est, à juste titre, considéré comme l'un de ses plus proches collaborateurs et de ses intimes.

Petit à petit, mais avec une rapidité déconcertante, les rapports entre les deux présidents se sont altérés. Cela s'explique par le comportement personnel des deux protagonistes, qu'on ne peut cerner que par déduction, tant l'un et l'autre évitent généralement d'exprimer publiquement leurs états d'âme respectifs.

Certes, l'un des symboles de la chefferie bamoun, ethnie du sud-ouest du pays, est le serpent à

deux têtes. Mais ici, comme en beaucoup d'autres pays africains, le bicéphalisme reste mal toléré. "Deux caïmans mâles ne peuvent vivre dans le même marigot" , proclame la sagesse populaire chez les Baoule du centre de la Côte-d'Ivoire. Ce précepte est parfaitement valable au Cameroun et porte même valeur universelle.

Les dangers du bicéphalisme

A défaut d'informations directes, on en est réduit à des rumeurs. Mais rien n'indique, bien au contraire, que la majorité d'entre elles soient dénuées de fondements. Ainsi, M. Ahidjo a vite considéré sa propre initiative comme regrettable, ce qui a, tout aussi rapidement, donné l'impression que son départ était une "fausse sortie" . Après avoir cru que son état de santé nécessitait son retrait de la scène politique, M. Ahidjo a constaté qu'il n'en était rien. Il en tient rigueur aux praticiens, qui ont formulé un diagnostic trop alarmiste. Désoccupé, l'ancien président a d'autant plus ressassé les regrets, devenus rancoeurs, qu'une partie de sa clientèle politique s'y employait. Bien plus, parmi les "barons" ayant appartenu à son équipe, quelques-uns n'hésitaient pas à le pousser à reprendre sa place de magistrat suprême.

Ce comportement inquiéta M. Biya, qui, au surplus, commença à émettre des doutes quant à la sincérité du soutien que lui apportait son ancien "patron" et prit ombrage de cette pesante "paternité". Il fut d'autant plus enclin à trancher dans le vif qu'il n'ignorait point les accusations de tiédeur et de pusillanimité portées à son encontre par certains de ses amis eux-mêmes. D'autre part, la pression de la base l'incita à passer de la conciliation à l'intransigeance. Cette pression s'exerce en fait à deux niveaux, celui d'une fraction des populations du Sud et celui de la masse populaire.

Parmi les "sudistes", certaines ethnies manifestent un activisme supérieur à celui de nombreuses autres. C'est le cas des Boulou, dont est issu M. Biya lui-même, originaire de la région de Sangmelima. C'est également celui des Bassa de Sanaga-Maritime, au sein desquels naquit, à l'époque coloniale, au cours des années 50, le mouvement révolutionnaire de l'Union des populations du Cameroun, plus connue dans les rangs des nationalistes du tiers-monde sous son sigle, U.P.C. C'est en 1955 qu'Um Nyobe, qualifié par les Européens d' "Ho Chi Minh camerounais" , donna le signal d'un soulèvement armé qui, des forêts de la Sanaga, s'étendit rapidement à l'Ouest du pays et ne cessa totalement qu'après une vingtaine d'années de guérilla et d'attentats.

Au demeurant, c'est l'ensemble des "populations et élites du Centre-Sud" , dont font partie Bassa et Boulou, qui ont adressé en juin dernier une "motion de soutien" à M. Biya. Par son contenu, comme par sa forme, ce texte tranche avec ceux, analogues, publiés depuis vingt ans dans le pays. Proclamant la "vocation historique et naturelle de la province du Centre-Sud, en tant que siège des pouvoirs publics d'être, avec tous les autres Camerounais de bonne volonté, le bouclier des institutions et le défenseur de l'ordre constitutionnel contre les professionnels de la division, les menées subversives, les forces centrifuges, les pesanteurs sociologiques et autres nostalgies" , ce texte constitue également une véritable déclaration d'allégeance.

Au sein de la population des deux principales villes du Cameroun, à Yaoundé, capitale administrative et politique, et à Douala, capitale économique et "porte océane" du pays,

l'impopolarité de l'ancien président va croissant et, après s'être exprimée de façon feutrée, tend à s'exprimer publiquement. Toujours prompte à régler des comptes avec ceux qui après avoir exercé longtemps un pouvoir sans partage s'en trouvent dépouillés, l'opinion publique ne ménage pas ses critiques à M. Ahidjo. Son successeur doit évidemment tenir compte de la pression populaire, sous peine d'être à son tour contraint de faire face à une contestation qui sera d'autant plus terrible que M. Biya a suscité une immense espérance.

Passé pratiquement inaperçu en France, parce que précédant de quelques jours seulement la visite officielle de M. François Mitterrand au Cameroun, le remaniement ministériel du 18 juin marque un tournant décisif dans les rapports entre MM. Biya et Ahidjo. Car ce changement au sein de l'équipe gouvernementale a été décidé par le nouveau président sans prendre avis ou conseil de son prédécesseur et consacre l'éviction d'hommes qui étaient des "féaux" du président sortant.

Six personnalités politiques de premier plan très proches de M. Ahidjo ont été évincées, et on ne peut, à ce sujet, parler ni de revanche des "sudistes" sur les "nordistes" ni à plus forte raison de mesures destinées à favoriser l'ethnie de M. Biya. En effet, celui-ci a pris soin de respecter scrupuleusement les équilibres régionaux et tribaux, remplaçant les sortants par des gens de même origine. Ainsi, M. Ayissi Mvondo, ministre de l'administration territoriale (équivalent du ministre de l'intérieur), a été remplacé par M. Fouman Akame, ancien chancelier de l'université de Yaoundé, qui a la pleine confiance de M. Biya, comme la plupart de ceux qui entrent avec lui au sein du gouvernement ; sortants et entrants sont tous deux du Centre-Sud. Au ministère de l'habitat et de l'urbanisme, à M. Mustapha succède M. Babale, tous les deux originaires de Maroua. L'"inamovible" Sadou Daoudou, qui fut secrétaire général à la présidence et surtout ministre des forces armées de façon ininterrompue pendant plus de dix-huit ans, cède la place à M. Labaran, comme lui originaire de Ngaoundere. M. Bwele, ministre de l'agriculture, est remplacé par l'écrivain et poète Sengat Kuo, longtemps marginalisé, originaire de la province du Littoral. Au ministère de l'agriculture, M. Samuel Eboua, qui fut secrétaire général à la présidence, homme effacé et discret, protestant austère, considéré comme "l'éminence grise" de l'ancien président, est remplacé par M. Mbella Mbape, et tous deux sont aussi de la province du Littoral. Enfin, M. Eteme Oloa cède le poste de ministre de la santé à M. Nkoulou, professeur agrégé de médecine.

Les limites de l'antagonisme Nord-Sud

CES diverses promotions comme celle de M. Ngango, agrégé de sciences économiques, qui entre dans les services de la présidence, sont accueillies avec beaucoup de faveur. Elles traduisent en effet, dit l'homme de la rue, qui répugne de moins en moins à s'exprimer devant les étrangers, une relève du personnel politique traditionnel par les vraies élites. Dans la majorité des cas évoqués, les promus sont nantis de diplômes très supérieurs à ceux de leurs prédécesseurs. Avec ces changements, ce n'est point de revanche du Sud sur le Nord qu'il convient de parler, mais de revanche des intellectuels, et surtout des technocrates, sur les politiciens de métier. L'aspect de relève des hommes issus de la période coloniale ou de la première génération de l'indépendance par des éléments beaucoup plus jeunes ne doit pas, non plus, être négligé - comme tout ce qui en Afrique concerne les classes d'âge.

M. Biya s'appuie aussi sur la minorité anglophone de l'Ouest et sur les Bamiléke, ethnie la plus nombreuse du pays, dont jusqu'à présent le rôle commercial est resté beaucoup plus important que le rôle politique. Au sein de l'armée elle-même, M. Biya a respecté le même dosage ethnique en nommant, aux côtés du général de division Semengue, originaire du Centre-Sud, trois autres généraux venus d'autres régions : Ngansso, premier polytechnicien d'un Etat qui en compte plus de quarante (bamiléke), Tataw, diplômé de l'Ecole supérieure de guerre de Paris (anglophone), et Oumara Djam, chef de la sécurité présidentielle (Nord).

Après le remaniement du 18 juin, il semble que les partisans d'un coup de force aient tenté de se manifester. Ainsi circulent à la fois les thèses contradictoires d'une tentative perpétrée par les "nordistes", et d'une seconde perpétrée par les "sudistes".

Dès le 18 juin, l'ancien président a manifesté sa désapprobation à l'égard des initiatives de son successeur, décommandant brutalement un rendez-vous fixé le jour même à 16 heures. Convoquant une réunion extraordinaire du parti à la veille de l'arrivée à Douala de M. Mitterrand, M. Ahidjo commet une première erreur et demande aux ministres "nordistes" de démissionner. Il renonce à cette exigence devant le refus que lui oppose de nouveaux promus, comme M. Abdoulaye Babale, nouveau ministre de l'habitat et de l'urbanisme. Mais pendant le déroulement de la visite officielle du président de la République française, la tension monte entre MM. Ahidjo et Biya, tension qui, sur le moment, semble ignorée de la population. Après un tête-à-tête avec l'ancien président, M. Mitterrand rencontre, en présence de celui-ci, M. Biya.

Mais peu auparavant ont eu lieu des mouvements de troupes. Pour déjouer le "coup d'État nordiste", et à l'initiative de quelques activistes "sudistes", dont, semble-t-il, le général Semengue, ancien saint-cyrien, ancien élève de l'Ecole d'application d'artillerie, inspecteur général des armées. Excepté la garde présidentielle et la force d'intervention basée à Koutaba, considérées comme "peu sûres", le jour de l'arrivée de M. Mitterrand l'ensemble de l'armée nationale s'apprête à "défendre le régime". Les troupes d'Ebolowa atteignent Mbalmayo, celles de Baffoussam atteignent le pont de Bafia ; la garnison de Buea s'ébranle, tandis que n'ont pas le temps de quitter leurs casernements celles de Douala et d'Edea. On frôle le drame, mais le sort en a décidé autrement. Le sanglant affrontement entre "sudistes" et "nordistes" est évité, et ce qui s'affirme, c'est le loyalisme des forces armées.

Dans le nord même du pays, dont le président sortant s'était de longue date employé à modérer les exigences de quelques régionalistes ou tribalistes, M. Biya dispose d'alliés certains. Autochtones, majoritaires, brimés par les conquérants peuhl, les populations kiridi ou les Toupouri, les Massa et autres tribus voient avec satisfaction l'installation du nouveau président ; animistes ou chrétiens (on ignore trop souvent que ce sont les adeptes de ces deux religions qui sont les plus nombreux, même dans la province Nord, et non les musulmans), ils pensent qu'un chrétien ayant succédé à un musulman à la magistrature suprême, leur promotion politique en sera accélérée. La plupart des élites intellectuelles du Nord, une grande partie de la jeunesse, les catholiques, s'opposeraient donc à toute velléité de séparatisme "nordiste". Enfin, au sein de la minorité peuhl elle-même, soit par conviction, soit par opportunisme, les ralliements à M. Biya ont été très nombreux et surtout rapides. Ceux qui céderaient à la tentation d'exploiter à des fins politiques le régionalisme "nordiste" et le tribalisme peuhl iraient sans doute au-devant de graves déboires...

L'échéance électorale de 1985

MAIS, après avoir pensé atteindre sans heurts l'échéance électorale de 1985, à l'issue de laquelle il espérait être investi par l'U.N.C. comme seul candidat à la présidence, M. Biya se trouve en quelque sorte contraint de précipiter les choses. Il paraît improbable en effet qu'il puisse, sans danger pour le maintien de la paix publique, et donc pour son propre avenir politique, attendre deux ans pour que le parti statue sur son éligibilité à la présidence.

Si l'organigramme de la direction du parti n'est pas rapidement modifié, le chef de l'Etat risque de voir le contrôle de l'U.N.C. lui échapper. Cette modification peut intervenir soit du fait de l'ancien président Ahidjo, soit du fait de M. Biya lui-même. Ce n'est pas l'avenir de la direction du parti qui se trouve seul en jeu, c'est également celui de l'U.N.C. elle-même.

Le problème du maintien du poste de premier ministre est également posé. Actuellement confiée, dans un souci d'équilibre régional et ethnique, à M. Boubou Bakir Guebo, originaire du Nord, cette charge est celle d'un simple coordinateur de la politique gouvernementale. Compte tenu de l'ambiance générale actuelle, l'existence de la primature constitue une autre source potentielle de conflit.

Qu'il recoure à une consultation populaire, par des élections anticipées par exemple, qu'il procède à une révision constitutionnelle ou qu'il choisisse toute autre procédure, M. Biya devrait être amené à procéder à un réaménagement des structures étatiques. Comme d'autres chefs d'Etat africains qui, comme lui, ont eu à faire face à une évolution politique sensiblement analogue (qu'il s'agisse du président sénégalais Abdou Diouf ou du président gabonais Omar Bongo), il doit, pour gouverner avec plus de liberté de manoeuvre, se doter de moyens nouveaux. Le remaniement du 18 juin ne constitue qu'une première étape sur cette voie.

M. Biya apparaît, depuis le 18 juin, plus comme l'incarnation du changement que comme celle de la continuité, on souligne ici ou là, pour justifier ce point de vue, qu'à un politicien "nordiste" et musulman a succédé un intellectuel "sudiste" et catholique, et que cela doit entraîner à la fois une libéralisation du régime et la mise au point d'un véritable projet de société.

"Le Cameroun a considérablement progressé sous Ahidjo, entend-on fréquemment répéter, mais les Camerounais, eux, ont stagné..." Le sentiment que le petit peuple des villes et des campagnes a été trop souvent sacrifié au profit des sociétés d'Etat ou des grands investissements, qui contribuent aujourd'hui au rayonnement international du Cameroun, est à l'origine moins de revendications brutales que d'espoirs encore très informels, mais dont la nature ira en se précisant.

C'est notamment à la capacité du président Paul Biya de donner à son pays des infrastructures sociales, qui lui font cruellement défaut, qu'il sera jugé par ses compatriotes. Le pays manque d'hôpitaux et de dispensaires, de lycées et d'écoles, de logements dont le prix de location soit accessible à tous. Fort heureusement, le plan de développement en cours de réalisation ne prévoit pas uniquement l'extension des infrastructures routières et aériennes, mais également l'amélioration de l'alimentation en eau des grandes villes, la construction de vastes hôpitaux et de nombreux établissements d'enseignement.

L'hypothèque tchadienne

POURTANT, l'établissement d'un dialogue entre M. Biya et les responsables de l'U.P.C., opposants encore réfugiés à l'étranger, et la présence au sein de l'équipe dirigeante d'hommes qui furent soit des militants "upécistes", soit des sympathisants notoires de l'ancien parti d'Um Nyobé, donnent à penser que le souci d'ouverture politique proclamé à Yaoundé n'est pas interprété par les adversaires de l'ancien président comme un simple voeu pieux. De même, l'appel aux éléments les plus jeunes de la population, phénomène nouveau par rapport à un passé récent au cours duquel étaient surtout promus leurs aînés, constitue un facteur encourageant.

Aux soucis de politique intérieure auxquels sont confrontées les autorités de Yaoundé s'ajoutent de graves préoccupations d'ordre international. La plupart des pays frontaliers du Cameroun témoignent d'une inquiétante instabilité qui place en fait le pays au coeur d'une zone de turbulences graves. Depuis bientôt deux décennies, le Tchad se débat dans les convulsions de la guerre civile. Le Nigéria, oublieux des ravages entraînés par le conflit nigéro-biafraï, peut, du jour au lendemain, être contaminé par le drame tchadien. La République Centrafricaine ne trouve toujours pas un équilibre interne, que ses dirigeants recherchent pourtant avec obstination depuis la destitution de l'empereur Bokassa. La Guinée-Équatoriale se trouve dans une situation analogue à celle du Centrafrique depuis l'élimination du dictateur dément Francisco Macias Nguema. Bref, seuls le Gabon et le Congo constituent des voisins et interlocuteurs "sûrs".

De toutes les menaces extérieures, l'hypothèque tchadienne demeure la plus pesante. L'installation de la Libye à N'Djamena, que l'on n'exclut pas ici, mettrait Yaoundé et Douala à portée de missiles libyens ou soviétiques. M. Biya, qui - comme son prédécesseur et comme la plupart de ses pairs d'Afrique noire - n'a jamais dissimulé son hostilité à l'expansionnisme libyen, risquerait d'en être à son tour la victime.

Tout en admettant les insuffisances de M. Hissène Habré, et son coupable penchant pour les règlements de comptes, à Yaoundé, comme à Paris, l'homme en place à N'Djamena était le seul interlocuteur valable, destiné à le rester jusqu'à son remplacement par un autre pouvoir politique contrôlant réellement la situation. C'est pourquoi, en dehors de quelques gestes symboliques de solidarité, il n'a jamais été question que le Cameroun mette le doigt dans l'engrenage tchadien. Ainsi, contrairement au Congo et au Bénin, jamais Yaoundé ne consentit à participer à la force neutre interafricaine de maintien de la paix, constituée sous l'égide de l'O.U.A. C'est pourquoi l'initiative prise par le Zaïre, en juin dernier, d'envoyer à N'Djamena parachutistes et avions à réaction, fut, officiellement, et prudemment, condamnée.

Quelle que soit l'ampleur des menaces d'extension de la gangrène tchadienne sur la rive occidentale du Chari, fleuve qui trace une frontière entre le Cameroun et le Tchad, les Camerounais, dont une partie des populations vit de part et d'autre de cette frontière, veulent rester scrupuleusement à l'écart de tout ce qui pourrait prêter à l'accusation d'ingérence à leur endroit. On ne s'en inquiète pas moins à Yaoundé de voir les agents libyens infiltrés dans les départements du Nord pour y prêcher la subversion, au nom de la solidarité islamique. A une lourde indifférence, qui surprenait toujours les visiteurs de passage, a succédé - surtout depuis

la prise d'Abéché par les partisans de M. Goukouni Oueddeï - une inquiétude oppressante.

Le mal nigérian

LE Cameroun redoute, non sans raison, la contamination du mal nigérian, aux formes multiples. Ce n'est plus sur le territoire de l'ancien Biafra que pèsent aujourd'hui les plus graves risques de désordres internes. Mais c'est là que le Nigéria émet d'inacceptables revendications territoriales au détriment de son voisin oriental. Et c'est de l'autre côté de la frontière que, après avoir eu à affronter la rébellion d'une partie du pays bamiléke, dressée contre Yaoundé, M. Ahidjo eut plus tard à faire face, à plusieurs reprises à des affrontements tribaux, notamment dans la région de Bamenda. Plusieurs des Etats fédérés sont en dissidence ouverte contre le pouvoir fédéral de Lagos, dont celui du Nord-Est, et la région de Maïduguri se montre de plus en plus réceptive à la propagande libyenne.

L'intégrisme musulman répandu par quelques sectes qui entretiennent une habile confusion entre pouvoir civil et pouvoir religieux a déjà entraîné la mort de plusieurs milliers de personnes dans les grandes agglomérations de l'ancienne région Nord. A Kano et à Kaduna, la police et l'armée doivent à l'occasion intervenir pour empêcher que les émeutes, provoquées par des sectateurs émules de Khomeiny ou de Kadhafi, ne dégénèrent en véritable guerre civile.

L'indiscipline des militaires, dont certains ne se sont inclinés qu'à contrecœur devant la décision de rendre aux civils le pouvoir que les généraux nigériens leur avaient confisqué par la force, fait craindre le pire. L'administration, considérée comme l'une des plus corrompues et des plus inefficaces du continent, est, elle aussi, ébranlée par l'insubordination.

Les difficultés consécutives à la diminution brutale des exportations de pétrole et au ralentissement du rythme de l'exploitation pétrolière ont entraîné une baisse catastrophique des recettes d'exportation. Ces dernières ne couvrent plus les dépenses d'importation, en hausse spectaculaire du fait de la désorganisation totale du secteur agricole, pourtant développé avec sagesse par les Britanniques. La production de cacao, l'une des premières et des meilleures du monde il y a vingt-cinq ans, est en chute libre, ainsi que celles d'huile de palme et d'huile d'arachides. Le pouvoir d'achat du naira, la monnaie nationale - comme celui du cedi au Ghana - est à peu près nul.

La Fédération nigérienne, que la puissance de sa démographie et l'importance de ses ressources économiques paraissaient destiner à jouer un rôle de leader dans l'ensemble de l'Ouest africain - rôle auquel les autorités de Lagos semblent avoir elles-mêmes renoncé, - a perdu une grande partie de son aura internationale et même simplement africaine. Mais, au Cameroun, comme au Niger et au Tchad, excipant de nostalgies héritées d'un passé précolonial guerrier, le Nigéria entend toujours interférer dans les affaires internes, nouer des intrigues, nourrir des desseins d'expansion qui entretiennent des tensions frontalières à peu près permanentes, que ne viennent interrompre que des périodes cycliques de réconciliation.

Avec la Guinée-Équatoriale, dont il fut un moment question de faire l'un des partenaires de la République alors fédérée du Cameroun, de vieilles querelles frontalières qui remontent à l'époque où l'Espagne était installée à Bata ne sont qu'en sommeil. L'incapacité du nouveau

régime équato-guinéen de se démarquer de façon convaincante de celui qu'il a remplacé et les difficultés internes qui en résultent pour lui expliquent ce désintérêt momentané.

Ce n'est qu'avec le Gabon et le Congo que se développent d'harmonieux rapports. Le départ de l'ancien président Ahidjo a facilité le rapprochement entre Yaoundé et Libreville. De race boulou, rameau ethnique fang important au Gabon, le président Biya est un interlocuteur précieux pour le président Bongo, qui doit, périodiquement, faire face à un regain d'irrédentisme fang. Appartenant à la même classe d'âge, les deux hommes sont destinés, et décidés l'un et l'autre, à collaborer à la mise en oeuvre de projets d'intérêt commun, dont celui de Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (C.E.A.C.), dessein ambitieux dont le président gabonais est l'initiateur.

Avec le Congo, dont le régime pratique une politique d'ouverture de plus en plus large en direction des Etats modérés d'Afrique, et notamment de ceux qui, comme le Cameroun ou le Gabon, coopèrent avec l'Occident, les relations sont également bonnes. Il n'y a guère moins d'une décennie pourtant, certains éléments armés de l'U.P.C. opéraient en territoire camerounais, à partir de "sanctuaires" congolais et avec la bénédiction des autorités de Brazzaville.

En ce qui concerne le Centrafrique, enfin, bien que la carte des confins du Cameroun et de l'ancien Oubangui-Chari ait été plusieurs fois modifiée par les anciens colonisateurs, les relations ne sont pas spécialement mauvaises. Mais, à Bangui, où une partie de la population en vient à regretter l'"ère Bokassa", en dépit de ses excès bien connus, une déstabilisation brutale reste à craindre. La présence de troupes françaises, stationnées à Bangui et à Bouar, semble, il est vrai, conserver un rôle dissuasif à l'encontre de candidats éventuels au putsch. De même, cette présence militaire est plutôt de nature à rassurer Yaoundé, tant elle peut, en cas de besoin, servir de protection au flanc oriental du pays.

D'excellents rapports avec Paris

A ce propos, le Cameroun sait que, dans le cadre des accords militaires conclus avec la France, il peut, s'il en fait la demande - contrairement au Tchad, qui n'a conclu avec Paris que de simples accords de défense - compter sur l'appui total de la France. Lors de la crise de mai 1981, peu de temps après que M. Mitterrand eut été élu à la présidence de la République française, le gouvernement camerounais fit l'expérience de la solidarité française dans ce domaine. A l'époque, l'armée fédérale nigériane projetant d'envahir le Cameroun pour lui imposer par la force un réaménagement de frontières, l'envoi massif d'armement à Douala, où existe une escale militaire française, rassura l'ancien président et ses amis. Cette antenne qui sert de point d'attache aux éléments stationnés au Centrafrique et à Libreville, où les Jaguars auraient été placés en état d'alerte pour la circonstance, est précieuse à plus d'un titre. Elle a, en son temps, servi à acheminer du matériel à Goukouni Oueddeï, puis à Hissène Habré, des vivres aux réfugiés tchadiens installés dans le nord du Cameroun et à appuyer le pont aérien établi par l'armée de l'air camerounaise pour évacuer des ressortissants camerounais du Gabon.

Avec la France, pour laquelle le Cameroun est devenu le premier client africain francophone,

ravissant ce titre en 1983 à la Côte-d'Ivoire, les rapports sont excellents dans tous les domaines. On apprécie à Yaoundé que la France reste le premier bailleur d'aide et d'assistance technique, même si certains gestes maladroits ont pu donner l'impression que Paris s'apprêtait à diminuer son aide, culturelle par exemple.

On est également très sensible au fait que le chef de l'Etat français ait tenu à tenter personnellement de convaincre l'ancien et le nouveau président de renoncer à s'affronter. Enfin, on note avec satisfaction le concours militaire apporté à un Etat résolu à doter son armée d'armes défensives plus sophistiquées que par le passé. C'est ainsi qu'avant la fin de l'année une escadrille d'Alpha-Jet achetées en France sera installée à Garoua.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour apprécier les retombées de la récente visite de M. Mitterrand, les milieux officiels camerounais insistent sur leur satisfaction, tant dans le domaine économique que dans le domaine politique. Ils apprécient en effet que la France ait annoncé des mesures de nature à réduire le déséquilibre des échanges entre les deux pays et que, tout en s'abstenant de prendre une décision immédiate, elle ait accepté de procéder à l'examen du projet d'exploitation des ressources en gaz de la région de Kribi, où pourrait un jour être implantée une usine de liquéfaction.

En la personne du chef de l'État français, son homologue camerounais reconnaît à la fois un homme qui estime que toute politique africaine passe par l'aval préalable de l'O.U.A. et un porte-parole des pays du tiers-monde dans l'enceinte des diverses assises internationales supposées relancer sur des bases nouvelles le dialogue Nord-Sud. A un moment où la crise mondiale a des effets de plus en plus maléfiques sur l'ensemble du continent africain, cette dénonciation, constamment répétée, comme une véritable litanie, d'un ordre monétaire "injuste et dommageable", cet appel à "l'intelligence des responsables du monde" plaisent à M. Biya et à son équipe. Et, bien que dans leur recherche obstinée de nouveaux partenaires commerciaux, les Camerounais soient enclins à nouer de plus étroits contacts avec les États-Unis - contacts dont les pouvoirs publics français n'ont pas encore mesuré toute l'ampleur, - il ne leur déplaît pas d'entendre leur hôte officiel français attaquer la "primauté du dollar". On n'oublie point, en tout cas, qu'au Cameroun M. Mitterrand a dit son désaccord avec les intérêts qui font "reposer tout l'édifice du système monétaire sur une seule monnaie, à la fois étalon et monnaie refuge".

Comme rien ne saurait être exclusivement harmonieux, si les relations entre MM. Mitterrand et Biyan semblent marquées par leur excellence, les rapports entre expatriés français et Camerounais sont parfois entachés de suspicion et, à l'occasion, sujets à quelques heurts. Le sentiment d'insécurité qui se développe à Douala et à Yaoundé en aggrave le caractère. Le comportement public de certains Français, qui ne respectent pas toujours les règles de conduite impératives en pays étranger, le zèle intempestif de certains fonctionnaires camerounais, connaissent une escalade inopportune. En ce qui concerne quelques douaniers, policiers ou gendarmes camerounais, il est si évident que leurs tracasseries - dont ils ne réservent pas l'exclusivité aux étrangers - donnent une image dénaturée du régime, que l'on en vient à se demander s'il ne s'agit pas moins de véritables maladroites que de provocations ourdies par quelques nostalgiques du passé. En effet, certains éléments de l'administration, dont le poids était décisif à l'époque de la guerre civile, et qui ont conservé les prérogatives qui

étaient les leurs durant cette période, voient avec une aigreur réelle se préciser la tendance à la libéralisation. Peu nombreux, ils se sentent d'autant plus isolés et sont susceptibles de réflexes d'autant plus dangereux. Ils constituent, eux aussi, un des obstacles avec lesquels doit compter le nouveau président. Mais de ce péril, comme d'autres qui se révèlent incomparablement plus graves, le nouveau président du Cameroun paraît résolu à triompher. Dans cette lutte, aucun concours ne lui sera inutile.

Philippe Decraene

* Directeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (C.H.E.A.M.), professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.